



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 20/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALTOM**

1 rue des Domaines de Beaulieu  
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20240620-RAP-63-0601-Inspection-ISDND-Puy-Long  
Code AIOT : 0005601635

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement VALTOM implanté chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALTOM
- chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005601635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral n°13/02155 du 31 octobre 2013 a autorisé le VALTOM à exploiter deux casiers de stockage d'une capacité de stockage globale de 1 060 000 m<sup>3</sup> pour une durée de vie de 13 ans.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.2.5	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois
13	Emissions diffuses de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
16	Vidéosurveillance sur les ISDND	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion risque incendie	Arrêté Ministériel du 16/12/2015, article 16-VI	/	Sans objet
3	Gestion risque	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	incendie	du 16/12/2015, article 16-VII		
4	Gestion risque incendie	Arrêté Ministériel du 16/12/2015, article 33 bis	/	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Sans objet
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
10	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
12	Réseau de captation du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I et 21-II	Susceptible de suites	Sans objet
14	Relevés topographiques	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25	Susceptible de suites	Sans objet
15	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 9.4.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis la réalisation de tests d'aspiration des eaux stockées dans les bassins EP Nord et Sud avec les équipes du SDIS. Ces tests ont montré que le dispositif était désormais opérationnel pour le bassin Nord (1100 m3) mais que des modifications étaient nécessaires pour le bassin Sud (400 m3).

L'exploitant a anticipé la mise en œuvre des dispositions de l'AM du 20 juin 2023 relatif à la surveillance des PFAS en mettant en place une surveillance trimestrielle de ses composés dans ses rejets de lixiviats. Celle-ci doit néanmoins faire l'objet d'adaptation pour être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. A terme, l'installation de traitement des lixiviats devrait abattre ces substances dans les rejets du site.

Enfin, s'agissant des non-conformités relevées lors des inspections de 2023, la mise en place du dispositif de vidéo-surveillance AGECE est en cours de finalisation et le plan d'action de réduction des émissions diffuses de biogaz doit être poursuivi notamment au droit des zones les plus anciennes.

Enfin, l'inspection a permis de faire le point sur les dispositions relatives à la protection du risque incendie, qui entrent en application à compter du 1er juillet 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1.</li></ul> Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- Des matériaux inertes prévus pour les couvertures des déchets, qui peuvent être utilisés pour étouffer les feux.</li><li>- Des engins permettant de disposer les matériaux inertes pour étouffer un feu en compactant la zone sur l'alvéole en exploitation.</li><li>- Des bacs à sable sec de 100 litres minimums, des pelles et des seaux à fond rond sont répartis sur le site en nombre afin de faciliter la lutte contre l'incendie et d'endiguer un déversement de produits liquides au sol ou tout dispositif équivalent.</li><li>- D'une bouche d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés, implanté sur le site de l'installation, assurant un débit de 500 litres par minute à une pression dynamique supérieure à 1 bar pendant plus de deux heures.</li><li>- Une réserve d'eau existante située au Nord-Est sur le site, venant en complément du poteau incendie, de volume utile minimal de 480 m<sup>3</sup> maintenue en permanence à la disposition du service d'incendie et de secours.</li><li>- De deux bassins de rétention des eaux de ruissellement, situés respectivement Sud-Ouest et au Nord-Ouest. Pour chacun de ces bassins, il sera maintenu les volumes minimums suivants : 1 100 m<sup>3</sup> pour le premier et 400 m<sup>3</sup> pour le second. Chacun de ces bassins est équipé d'une aire d'aspiration comprenant une colonne d'aspiration à raccord tournant muni d'une réduction amovible de diamètre de 100 millimètres à 65 millimètres.</li><li>- Des extincteurs à agent d'extinction approprié, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures, sur les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements et facilement accessibles. à poudre polyvalente à raison d'un appareil par 200 m<sup>2</sup> avec un minimum de 3.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Essais de pompage dans les bassins réalisés durant l'inspection avec le SDIS 63 et le SPTL d'Aubière :  <u>Réserve Nord :</u> Reprise des prises d'air réalisés par le VALTOM suite à l'essai infructueux de mars 2024. Test concluant et montrant que le volume du bassin (1100 m <sup>3</sup> ) pourrait être utilisé en totalité. PV de réception par le SDIS à venir. <b>Remarques formulées par l'inspection :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Tenon de la prise à mettre à la verticale pour faciliter le raccordement.</b></li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Entretien régulier de la réserve à prévoir.</b></li> <li>- <b>Protéger la prise contre les collisions avec les véhicules.</b></li> </ul> <p><u>Réserve Sud :</u>  Non testée en mars 2024 du fait des travaux de la WAGABOX.  1er et 2eme test non concluant compte tenu du col de cygne formé par le plot béton servant de support à la prise.  3e essai "à plat" concluant avec raccord pompier.</p> <p><b>Demandes formulées par l'inspection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Supprimer l'effet "col de cygne" en enlevant le plot béton (placer la prise au sol).</b></li> <li>- <b>Prévoir un point d'ancrage pour soulager le raccord du poids de la canne emplie d'eau.</b></li> <li>- <b>Veiller à maintenir dégagée la voie engin permettant l'accès au bassin Sud (consignes à faire passer au prestataire de la WABAGOX).</b></li> <li>- <b>Tenon de la prise à mettre à la verticale pour faciliter le raccordement.</b></li> <li>- <b>Créer un muret pour éviter tout risque de chute du véhicule dans la réserve.</b></li> <li>- <b>Replacer le filet à batracien pour éviter qu'il ne s'enroule autour de la crépine.</b></li> <li>- <b>Entretien de la végétation à prévoir rapidement.</b></li> <li>- <b>Protéger la prise contre les collisions avec les véhicules.</b></li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prendre en compte, sous 3 mois, les demandes et les remarques de l'inspection.</b></li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Gestion risque incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/12/2015, article 16-VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nouvelles dispositions applicables à partir du 01/07/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier</p>

<p>arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a confié à la société PAG Sécurité la mise en place de 2 caméras thermiques pour surveiller la zone d'exploitation. Elles renverront les alertes sur le téléphone du gardien du site. Les vidéos seront également accessibles depuis le téléphone du directeur opérationnel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- Informer la DREAL lorsque le dispositif de détection des départs d'incendie sera opérationnel en joignant un descriptif du dispositif et de son fonctionnement (température de déclenchement notamment).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Gestion risque incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/12/2015, article 16-VII</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nouvelles dispositions applicables à partir du 01/07/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'alerte des services d'incendie et de secours est assurée par téléphone.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Gestion risque incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/12/2015, article 33 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nouvelles dispositions applicables à partir du 01/07/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;</li> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.</li> </ul> <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La rédaction du plan de défense incendie est centralisée au niveau du groupe VEOLIA (le délai du 01/07 sera difficilement respecté selon l'exploitant).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Transmettre, à la DREAL et au SDIS, le plan de défense incendie établi en application de l'article 33 bis de l'AM du 15/02/2016.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



## N° 5 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  A partir de TRACKDECHETS, les données liées à l'activité du casier amiante ont été présentées : - 2023 : 6 BSDA émis en décembre 2023 (mise en service du casier) pour 17,34 tonnes d'amiante provenant du 63 ; - 2024 : 29 BSDA émis pour 57,88 tonnes d'amiante provenant du 63 essentiellement (10,78 t provenant du territoire couvert par le VALTOM sur le 43).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des

modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

**Constats :**

Le site RNDTS a été consulté et interrogé en séance :

- les données 2022 ont bien été saisies;
- pour 2023 : il n'a pas été possible d'obtenir la quantité totale de déchets acceptés sur le site du fait de problèmes techniques rencontrés avec le site RNDTS (module d'extraction dysfonctionnant).

S'agissant des apports spécifiques liés à l'acceptation exceptionnelle de déchets faisant suite à l'explosion d'une maison à Clermont-Ferrand le 11/11/2023 (mails du VALTOM du 14/11/2023 et accord DREAL du 14/11/2023), 30,12 tonnes ont été spécifiquement tracées (apportées par l'entreprise JOUMARD). Le tonnage obtenu sur le RNDTS correspond aux données extraites du logiciel de pesée du site. Ces déchets ont été classés en DAE.

Concernant les déchets issus du chantier SMTC, ceux-ci ont été valorisés en tant que matériaux en stock pour les travaux de constitution des digues et comme matériaux de couverture. Depuis le démarrage du chantier, 20 112,48 tonnes ont été acceptés sur le site de Puy-Long. S'agissant de la procédure d'acceptation, une levée de doute "SSP" a été réalisé sur le chantier, laquelle a permis une valorisation en terres à fonds géochimiques équivalents du fait de la proximité entre le chantier et l'ISDND.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

L'exploitant a intégré l'analyse des PFAS visés par l'AM du 20 juin 2023 à ses analyses trimestrielles de ses rejets aqueux (lixiviats bruts avant rejet vers la STEP des 3 rivières et dans bassins nord et sud de récupération des eaux pluviales). 4 analyses ont été réalisées en 2023 (en avril, juin, septembre et décembre). Ce suivi est poursuivi en 2024.

Les campagnes réalisées par l'exploitant sur l'année 2023 répondent aux dispositions de l'AM précité demandant la réalisation de 3 campagnes d'analyses.

<p>Ces analyses montrent une somme des PFAS (moyenne) sur les lixiviats bruts de 5,3 µg/L et sur les eaux pluviales de 0,53 µg/L. Les 4 campagnes présentent une homogénéité dans les résultats avec 6 composés dépassant systématiquement les 100 ng/L. Les PFAS retrouvés en concentration les plus significatives sont, par ordre décroissant, PFBS &gt; PFHxA &gt; et PFOA.</p> <p>La présence des PFAS dans les lixiviats bruts du site est prise en compte dans le dimensionnement de la future installation de traitement des lixiviats.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyses**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>VEOLIA a indiqué que les prélèvements avaient été réalisés par le CEREMA et les analyses par EUROFINS.</p> <p>Pour ce qui concerne le prélèvement, l'exploitant doit justifier que le CEREMA est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice "eaux résiduaires" en vue d'analyses physico-chimiques selon la norme FD T90-532-2.</p> <p>EUROFINS a sous-traité les analyses à EUROFINS Food &amp; Feed Testing Sweden (bénéficiant d'une accréditation pour les analyses délivrées par un autre pays européen).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- Justifier que le CEREMA est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice "eaux résiduaires" en vue d'analyses physico-chimiques selon la norme FD T90-532-2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 9 : Exigences pour le prélèvements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que toutes les campagnes d'analyse réalisées à ce jour avait été échantillonnées par prélèvement ponctuel (pas d'échantillonnage sur une durée de 24 heures) du fait que ces prélèvements étaient effectués directement dans des bassins (lixiviats ou EP).</p> <p>VEOLIA a par ailleurs indiqué qu'une durée de prélèvement de 24h allait être testée lors du prélèvement du 3e trimestre 2024.</p> <p>L'exploitant doit apporter une justification précise de l'impossibilité de réaliser un échantillonnage sur une durée de 24h ou à défaut procéder à un échantillonnage conforme aux dispositions de l'AM du 20 juin 2023 au minimum lors des 3 prochaines campagnes trimestrielles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter, sous 1 mois, une justification précise de l'impossibilité de réaliser un échantillonnage sur une durée de 24h.</li> <li>- A défaut, procéder à un échantillonnage conforme aux dispositions de l'AM du 20 juin 2023 au minimum lors des 3 prochaines campagnes trimestrielles.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 10 : Précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>

<b>Constats :</b>
Les limites de quantification figurant dans les rapports d'analyse sont comprises entre 10 et 20 ng/L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Déclaration des résultats GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>
Les 4 analyses réalisées sur les lixiviats bruts en 2023 ont été déclarées dans GIDAF. Les résultats des analyses réalisées en 2024 n'ont pas encore été obtenus. En revanche, les analyses réalisées sur les eaux pluviales n'ont pas été déclarées dans GIDAF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
- Saisir dans GIDAF les résultats des analyses en PFAS réalisées sur les eaux pluviales (y compris celles réalisées en 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Réseau de captation du biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I et 21-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles du réseau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 14/12/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>
I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte

de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Article 9.2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 : « Biogaz capté »

L'exploitant procède tous les mois à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O. Il effectuera également annuellement des mesures sur la concentration en métaux toxiques et en composés halogénés dans le biogaz en entrée des installations de traitement. Il détermine les flux annuels moyens produits pour ces gaz et les transcrit avec leur concentration dans le rapport annuel d'activité.

#### **Constats :**

A l'issue de l'inspection précédente, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de réglage des puits du C1 (avec les valeurs de réglage) et le rapport d'intervention de la société LES.

Suite aux travaux de reprise des équipements de captage du biogaz sur le casier 1, les rapports d'intervention de la société L.E.S. et de réglage des puits concernés ont été transmis le 25/03/2024. Celui-ci fait état des travaux suivants :

- Mise en place d'un collecteur secondaire Ø.110mm sur merlons avec ensemble des accessoires et épingles de maintiens
- Modification des têtes de puits Ø.250 & 200mm
- Mise en place d'un collecteur secondaire Ø.110mm sur merlons avec ensemble des accessoires et épingles de maintiens
- Mise en place de vanne de réglage biogaz Ø.110mm
- Mise en place de CAPS pour les collecteurs biogaz enterrés
- Mise en place d'étanchéité au droit des puits fuyard
- Mise en station de l'atelier de forage
- Création et aménagement de puits biogaz Ø.600mm
- Mise en place des têtes de puits biogaz et consignation de celle-ci
- Connexion des forages biogaz
- Mise en place d'un collecteur biogaz secondaire Ø.110mm SDR17

Les données de réglage des puits 100 à 111 ont également été communiquées.

Des mesures du taux de CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub> et de dépression ont été réalisées, en séance, à la demande de l'inspection, sur les puits n°100, 102, 106, 111 et 114. Les relevés effectués montrent une augmentation légère des taux de CH<sub>4</sub> par rapport aux données transmises en mars 2024.

Cependant, les réglages du réseau de captage de biogaz sont effectués tous les 15 jours et le dernier réglage datait de près de 2 semaines.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 :** Emissions diffuses de biogaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Campagne de mesures des émissions diffuses

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

**Constats :**

Le plan d'actions figurant dans le rapport d'activité a été passé en revue durant l'inspection.

Action 1- Zone réhabilitée B (casier 4) - Maintenir un réglage pour s'assurer que les 2 nouveaux puits assurent leur rôle - Réglages de début d'année. Le dernier passage de la société réalisant les mesures d'émissions diffuses de biogaz (Environnement Air) date des 12 et 13 juin 2024. Aucune amélioration n'a été constaté sur ce point-là ==> **action nécessaire**

Action 2- Zone réhabilitée B (casier 4), talus - VEOLIA indique que les talus sont des zones inaccessibles pour les engins pour des travaux d'importance. Le plan d'action prévoit d'étudier la possibilité d'améliorer la protection des talus pour limiter l'érosion due aux vents en 2024. Les mesures effectuées les 12 et 13 juin 2024 ne montrent pas d'évolution favorable sur cette zone. VEOLIA va tester à l'automne prochain une méthode d'oxydation par compost sur la zone ==> **action nécessaire**

Action 3- Nouvelle zone (casier 1) - Suite au constat que le réseau enterré est du casier 1 n'était plus efficace, une reprise complète du réseau en neutralisant la partie souterraine et en la transformant en réseau aérien a été réalisée sans effectuer de creusement (zone de suivi CEN) Les travaux ont été fait en février 2024. Sur cette zone, une amélioration de l'étanchéité a été

constatée sur le C1 lors de la dernière campagne. Sur cette zone, il était également nécessaire de reprendre et purger le puits 106 empli d'eau. L'inspection a constaté que ces travaux avaient été effectués. Le suivi par l'exploitant montre que l'eau ne rentre plus dans ce puits. Action 4- Zone réhabilitée A (casiers 1 à 3) - Continuer à surveiller le réseau sub-surface pauvre en méthane situé sous les panneaux PV ==> <b>action nécessaire</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  - <b>Poursuivre la réalisation du plan de réduction des émissions diffuses.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 14 : Relevés topographiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevés topographiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Un premier essai de visualisation des zones de tassement sur le relevé topographique a été joint au rapport annuel d'activité de 2023. Celui-ci permet la visualisation des zones de déblai en jaune et des zones de remblai en rouge, en comparant les zones avec le précédent relevé topographique. L'interprétation de ce plan reste à fournir. Celui présenté en séance a été commenté oralement par l'exploitant. <b>Le prochain plan joint au rapport d'activité 2024 devra être commenté dans ce même rapport.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  - <b>Commenter les plans topographiques dans le prochain rapport d'activité (au titre de 2024).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 15 : Bilan environnement annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 9.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration 2024 au titre de l'année 2023
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets traités à l'intérieur de l'établissement.  L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas mis en évidence d'erreur dans la déclaration GERE 2023. Celle-ci a donc été validée par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Vidéosurveillance sur les ISDND**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vidéosurveillance sur les ISDND
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.
<b>Constats :</b>

<p>L'installation du dispositif est en cours (confiée à la société INFRACITY).</p> <p>L'inspection a constaté l'installation de deux caméras (marque DEF), l'une couvrant la zone de vidage, l'autre la zone de retournement (immatriculation des véhicules).</p> <p><b>Dans l'attente de la mise en service de l'installation, la non-conformité est maintenue.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- Transmettre à l'inspection le <b>Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)</b> dès mise en service de l'installation du dispositif.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>